

## **Doubler la production d'électricité, une nécessité**

La guerre en Ukraine et celle, encore à mener, contre le changement climatique nous imposent de revoir profondément les futurs scénarios énergétiques proposés par le gestionnaire du réseau RTE.

En effet, le rapport RTE et ses scénarios d'ici 2050 reposent sur une hypothèse insoutenable : une faible croissance économique de 1,3% par an. Une si faible croissance, bien incapable de compenser la hausse des dépenses contraintes (loyer, énergie, santé...), de faire face au vieillissement de la population (perte d'autonomie...) et en définitive de dégager des marges de pouvoir d'achat pour de nouveaux équipements, certes « verts » mais coûteux, comme les voitures électriques...

Seul un scénario de croissance annuelle autour de 2%, conjugué à de nouvelles répartitions de revenus et à des investissements décarbonés massifs, que nous avons proposé dans « Comment faire rebondir la France », peut induire un pouvoir d'achat des ménages compatible avec la transition énergétique et avec une moindre dépendance extérieure.

Les implications pour les futurs énergétiques sont majeures. Aujourd'hui, 60 % de l'énergie utilisée en France est d'origine fossile. Aussi pour atteindre la neutralité carbone en 2050, une seule solution s'impose : électrifier au maximum nos besoins et produire une électricité décarbonée. Mais, la production d'électricité envisagée par RTE, en hausse de seulement 44% d'ici 2050, équivaut à renoncer à une plus grande réindustrialisation et souveraineté à l'heure où les tensions géopolitiques s'aggravent.

Il nous paraît clé de miser sur une réindustrialisation profonde de l'économie, une électrification plus répandue et un développement accéléré d'hydrogène décarboné. En reprenant les calculs des scénarios « Futurs énergétiques », le scénario de référence de 645 TWh de production d'électricité en 2050 devient un scénario d'au moins 916 TWh, soit une augmentation de 105% par rapport à 2020.

Ce scénario change totalement la perspective et la question du mix entre énergies renouvelables et nucléaire n'est plus aussi clivante, car il faudra utiliser tous les moyens disponibles.

Les choix du chef de l'Etat en faveur du développement massif des énergies renouvelables, tout en faisant la part belle au nucléaire, sont tout à fait pertinents, mais la France doit se fixer des objectifs autrement plus ambitieux d'augmentation de la production d'électricité dans les dix ans à venir, peut-être de l'ordre de 30%, si elle veut ensuite doubler cette puissance.

Nous avons pris un retard considérable dans la mise en œuvre des éoliennes en mer, du solaire ou du « nouveau » nucléaire. Il faut compter au moins 7 à 10 ans pour un parc éolien en mer et 15 ans pour la construction d'une centrale nucléaire ! Tous ces délais sont inadmissibles pour notre pays qui a encore de vraies capacités industrielles et qui a été capable de construire la précédente génération de centrales nucléaires en 6 ans !

Durant le prochain quinquennat, il faut absolument dynamiser tous ces projets, reconstruire le tissu industriel nécessaire et lever et/ou simplifier toutes les barrières réglementaires à partir du moment où ils sont acceptés localement.

En définitive, il faut dès maintenant bâtir un plan de transformation de notre économie en fixant un objectif de doublement de la production d'électricité décarbonée, un vecteur clé pour le climat mais aussi pour notre réindustrialisation, nos emplois et notre souveraineté.

**Jean-Hervé Lorenzi**, *Président des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence*

**Alain Villemeur**, *directeur scientifique de la Chaire « Transitions démographiques, Transitions économiques »*